



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Le primaire différencié : encore loin du compte !**

En « demandant un traitement différencié pour le primaire" afin de veiller "à fermer le moins de classes possible" dans le budget 2012, le ministre de l'Education nationale vient de reconnaître le bien fondé des mobilisations pour l'école des enseignants, des parents et des élus.

Depuis plusieurs mois, toute la communauté éducative bataille pour l'avenir de l'école primaire qui reste sous-investie. Le 18 mai dernier, à l'appel du SNUipp-FSU et avec le soutien des associations de RASED (FNAME, FNAREN et AFPEN), des délégations d'école venues de toute la France s'en étaient fait les portes-voix sous les fenêtres du ministre . Même l'Association des maires de France, peu encline à ce genre de déclaration a manifesté son vif mécontentement contre les suppressions de postes dans les écoles primaires.

Pour autant, ce traitement différencié ne sonne pas la fin des suppressions de postes dans l'éducation. Cette annonce de Luc Chatel ne peut être considérée comme une réelle avancée pour les élèves quand, dans le même temps, le ministre confirme que le gouvernement va poursuivre le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans le domaine de l'éducation. On devine la manoeuvre : tenter de fermer moins de classes pour étouffer des contestations locales en pleine période pré-électorale. Pour autant, des suppressions auront bien lieu encore dans le primaire. Et ce sont des postes de RASED, de conseillers pédagogiques, de maîtres formateurs, de remplaçants, des classes de maternelle, de zones rurales, d'éducation prioritaire qui risquent encore d'en faire les frais.

Il ne faut pas en rester à des faux semblants. Le gouvernement doit revenir dès maintenant sur sa logique sans issue du un sur deux non remplacé. Il est encore temps de mettre en place un collectif budgétaire. Le SNUipp-FSU appelle à poursuivre et maintenir les mobilisations qui ont lieu encore dans certains départements où notamment des mesures de carte scolaire n'ont pas encore été arbitrées. Dès maintenant, avec la FSU, il s'adresse aux autres organisations et associations soucieuses de l'avenir de l'école afin de construire dans l'unité la plus large des actions d'ampleur en septembre. Tous ensemble, mettons fin aux suppressions de postes. Pour la réussite des élèves, le budget 2012 ne doit pas être à l'image de celui des années précédentes.

**Paris, le 27 mai 2011**